

# L'informatique coûtera cher aux zones de police

**MIS EN LIGNE LE 19/10/2015 À 15:22** PAR MARC METDEPENNINGEN

La police fédérale achète 14.000 licences d'une suite Microsoft. Elle propose aux zones locales de faire de même. 384 euros par an et par policier : il en coûterait 5 millions par an aux zones de police wallonnes, déjà désargentées.

**L**e service informatique (ICT) de la police fédérale a entrepris une tournée des zones de police locales dans l'espoir de les faire adhérer à un achat d'un package Microsoft (Enterprise Cloud Suite-ECS) voué, à terme, à devenir le standard d'équipement des terminaux utilisés par tous les policiers. Ce package, aux fonctionnalités décrites comme devant satisfaire les besoins en échanges de données et en travaux de base, est proposé aux zones sur base d'une souscription impliquant un abonnement annuel de 384 euros conclu pour une période de trois ans.

La police fédérale a déjà signé pour 14.000 licences individuelles. (14 461 licences, signé pour 39 mois soit du 1<sup>er</sup> octobre 2015 au 31 décembre 2018, pour un montant de 14 500 000€ soit donc +/- 305 euro par an « Cet achat s'inscrit dans le cadre du plan de modernisation ICT, (ce plan de modernisation s'appelle sœur Anne car on nous le promet depuis des moissss mais on ne le voit pas venir : on aimerait bien qu'il y ait un jour un vrai plan...) souligne-t-on à la police fédérale. Nos études démontrent que cette solution est celle du moindre coût. Chaque licence permet l'utilisation par le même titulaire de plusieurs appareils (jusqu'à cinq : poste fixe, mobile, etc.). (C'est pour cela qu'on a acheté 14461 licences dont 547 pour le personnel d'entretien afin que toutes techniciennes de surfaces puissent se connecter à internet...) Elle garantit les mises à jour ». Ces licences impliquent que chaque utilisateur travaille sous mot de passe personnel : fini donc la disposition de programmes partagés en commun. (Quelq'un a-t-il compris cette dernière phrase car moi je sèche ?)

« Nous nous sommes aperçus, dit-on encore à la police fédérale, que nous disposons de plus de machines que d'utilisateurs, ce qui signifie qu'il aurait été plus cher d'acheter des programmes pour chacune d'entre elles, plutôt que les licences par utilisateur ».

*En fait, tout cela est une vaste fumisterie : on compare la situation actuelle avec une vue de l'esprit du futur dont on rêve. On dispose d'un réseau hilde à la police fédérale **au départ** sans connection internet: sécurité oblige paraît-il. Donc de nombreux agents ont un 2ème PC internet avec pleins d'accès chez Belgacom ce qui peut expliquer le "nous avons plus de machines que d'utilisateurs" Bien sûr vu, vu les "compétences" de nos grands penseurs, ils ne se sont pas aperçu qu'on avait viré toutes ces petites connections individuelles. Sans doute pas non plus, qu'on avait donc maintenant accès à l'internet via Fedman (Armée belge) et que de nombreuses portes (sécurisées) ont été ouvertes entre Hilde et internet, Et donc, on compare cela avec : "maintenant on a l'ECS, voué, à terme, à devenir le standard d'équipement des terminaux utilisés par tous les policiers," on est tous sûr internet et on est sauvé youppye....on n'a plus de problèmes... on n'a plus*

*besoin de Hilde... (tout le monde est d'accord?) l'ECS va remplacer tous les programmes de la Police ??????????????*

*Pour débiter de pareilles conneries, on mesure hélas les compétences des grands penseurs de la police ou en tout cas de ceux à qui l'on confie le futur de notre informatique. Si on connecte un PC à un seul réseau au lieu de 2, bien sûr, on n'a plus besoin de 2 pc's par personne et donc on n'aura plus "plus de machines que d'utilisateurs" car bien sûr dans la réalité toutes les techniciennes de surface n'ont pas de PC..... Et Fedman permettrait l'accès à internet pour **tous les sites dont la police à besoin pour travailler** (?!?!?! quoi ... plus les autres?????)*

*Et dans le cadre de la recherche de la solution au moindre coût, qu'est devenue la "stratégie opensource de la DST ?"*

Dans les zones de police, l'inquiétude a fait jour. « On s'interroge, confirme Jean-Marie Brabant, le président de la Commission permanente de la police locale. Des zones disposent déjà de leurs propres programmes. On nous avait annoncé au départ un programme d'achat à faible coût. On tablait sur un impact de 35 à 44 euros par utilisateur, on se retrouve aujourd'hui avec une proposition à 384 euros, qui était pourtant fixée à 350 euros en mai-juin ». Les polices locales sont invitées à se prononcer avant 2019. « On n'oblige personne », assure la police fédérale. Mais l'enjeu opérationnel est bien sûr d'assurer une uniformité logicielle (rappel ; **ECS n'apporte strictement rien comme solution logicielle permettant de gérer le moindre programme dont on a besoin à la Police. Microsoft n'a pas choisi ce nom de manière innocente ; ce dont ont besoin toutes les sociétés c'est d'un ECM (Enterprise content manager) pour gérer l'ensemble de leurs besoins en informatique...désolé pour ceux qui ont rêvé que c'était la même chose. En 2001, on avait lancé le projet EPIS dans ce but...et lui s'attaquait aux vrais problèmes de l'informatique de la Police)** pour l'ensemble de la police intégrée.

Budgétairement, les implications sont importantes pour les zones de polices qui devraient, redoutent des chefs de corps, être privées à l'avenir de l'appui des services ICT de la police fédérale, qui ont été l'objet d'un dégraissage budgétaire (90 postes) et ne seraient plus en mesure d'assurer en interne le développement de programmes. Pour une zone moyenne, le supplément financier annuel à considérer est de l'ordre de 100.000 euros, ce qui est ressenti comme considérable alors que les finances des zones de police sont partout au rouge, particulièrement en Wallonie. Pour l'ensemble des zones wallonnes, la facture devrait s'élever à près de 5 millions d'euros annuellement, selon une estimation partagée lors d'une réunion de chefs de corps. « C'est encore plus dramatique pour les petites zones, indique un de ces chefs de corps, qui se sentent pieds et poings liés. Quand bien même elles souhaiteraient conserver des programmes libres ou différents de ceux de la fédérale, elles seraient dans l'impossibilité de s'adjoindre les services de développeurs ou de techniciens qualifiés ».

La « suite » achetée à Microsoft par la police fédérale est certes performante. (Ah oui, pourquoi faire???)« Mais le policier de base n'en utilisera qu'une infime partie, peut-être 10 % », objecte ce chef de corps. (optimiste quand même !! je dirais plutôt 2% mais surtout plus pour se distraire que pour travailler !)

Un officier de gendarmerie français était venu expliquer, lors de la dernière réunion des chefs de corps wallons, le choix français de recourir largement à des logiciels libres, adaptés par la gendarmerie à ses besoins et calibrés pour

assurer l'absolue confidentialité des échanges et l'indépendance vis-à-vis d'un fournisseur.